

Agnès Verdier-Molinié, directrice de l'Ifrap (Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques)

« Supprimer le département et l'intercommunalité »

Elle est l'auteur de « 60 milliards d'économies ! » (Albin Michel)

INTERVIEW
SOAZIG QUÉMÉNER

Quel pourraient être les conséquences de cette fusion alsacienne ?

Les évaluations qui ont été faites montrent qu'une fusion comme celle-là peut, à terme, engendrer une baisse du coût de production des services publics de 10 à 20 %. Avec notamment une baisse des budgets communication et tourisme mais aussi une rationalisation des subventions aux associations. Globalement, clarifier le « qui fait quoi » dans le mille-feuille local permettrait d'économiser, en France, 11,6 milliards d'euros par an d'ici à 2021.

Quel serait l'impact national de ce regroupement ?

Cette fusion aura une vertu d'expérimentation très forte. Cela préfigure le début d'un grand mouvement de rationalisation de nos échelons publics. Tous les acteurs vont devoir redéfinir leurs périmètres d'intervention, l'État devrait à terme se concentrer sur ses prérogatives régaliennes. Les citoyens commencent à demander la transparence sur l'utilisation des dépenses publiques : il est donc plus que temps de mettre le doigt sur les surcoûts et les doublons

que nous entretenons depuis 30 ans par manque de courage.

L'échelon départemental doit-il être supprimé en priorité ?

Suivant les territoires, d'autres fusions peuvent être plus pertinentes. On voit par exemple ce qui se passe à Lyon, avec Gérard Collomb qui, grosso modo, est en train de regrouper un département avec sa ville. Il ne faut pas être dogmatique. On peut même aller plus loin et faire disparaître deux échelons, l'intercommunalité, qui n'a pas généré le choc de mutualisation des services publics promis, et le département. Il faudrait aussi fusionner les communes de moins de 10.000 habitants. Aujourd'hui, nos 36.000 communes représentent... 40 % de l'ensemble des communes de l'Union européenne ! Un point souligné dans le dernier rapport de l'OCDE. Si l'on prend l'exemple de l'éducation, nous avons plus de 20.000 établissements scolaires supplémentaires (hors maternelles) par rapport à l'Allemagne, tout cela parce que chaque commune veut son école ! Les territoires qui font l'effort de fusionner et de se réformer devront aussi être valorisés. Évaluer et regrouper, à qualité de service égale pour le citoyen mais pour un coût moindre, c'est le sens de l'histoire. ●

JÉRÔME CHATIN/EXPANSION-REA

